

ARRETE DU MAIRE

Objet : Autorisation temporaire d'occupation du domaine public - Base de vie - Parking communal place de la République - Rue du l'Adjudant Petit - Changement canalisation eau potable avenue Henri Barbusse

Le Maire de la commune de Dammarie-lès-Lys,

VU les articles L.2212-2 et L 2213- 1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles L.2122-1 à 2122-4 du Code Général de la propriété des personnes publiques,
VU l'article R 116-2 du Code de la voirie routière,

CONSIDERANT la demande d'occupation du domaine public sur le parking communal place de la République – rue de l'Adjudant Petit, pour 5 places de stationnement par l'entreprise VEOLIA EAU, sise 198 rue Foch – ZI Vaux-le-Pénil – 77000 Melun, intervenant pour le compte de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine, sise 297 rue Rousseau Vaudran – 77198 Dammarie-lès-Lys,

CONSIDERANT que nul ne peut occuper une dépendance du domaine public sans disposer d'un titre l'y autorisant,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le bénéficiaire est autorisé, sous réserve de se conformer aux prescriptions de l'arrêté de voirie, à occuper le domaine public sur 5 places de stationnement du parking communal situé place de la République – Rue de l'Adjudant Petit, conformément à sa demande d'installation d'une base de vie nécessaire aux travaux sur le réseau d'eau potable.

ARTICLE 2 : La présente autorisation vaut titre d'occupation et est consentie du **20 mars au 12 mai 2023**.

ARTICLE 3 : Le bénéficiaire devra s'alimenter de manière autonome de tous fluides nécessaires à son activité.

ARTICLE 4 : Le bénéficiaire s'engage à libérer le domaine public de toute installation en dehors des jours et horaires autorisés.

ARTICLE 5 : La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire. L'autorité territoriale se réserve le droit de révoquer l'autorisation du domaine public délivrée pour tout motif d'intérêt général ou en cas de non-respect du présent arrêté, sans qu'il puisse résulter, pour son bénéficiaire, de droit à

indemnité.

Au terme de la validité de la présente autorisation, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état initial dans un délai d'un mois à compter du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

ARTICLE 6 : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable, tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation de ses biens mobiliers. La Ville se dégage de toute responsabilité.

ARTICLE 7 : Sera puni d'une contravention de 5 me classe toute installation irr gul re (non-respect des termes de l'AOT, non-paiement de la redevance).

ARTICLE 8 : L'occupant est tenu de prendre les dispositions nécessaires pour assurer l'hygiène, en prenant soin de procéder au nettoyage régulier de l'espace occupé.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés et publié au recueil des actes administratifs de la commune.

ARTICLE 10 : Le Maire ou son représentant légal, le Directeur des Services Techniques, le Commissaire de police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié et affiché.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Diffusion :
Police Municipale
Véolia
CAMVS

*Le Maire, ou son représentant, certifie sous sa responsabilité
le caractère exécutoire de cet acte le*

Fait   Dammarie-l s-Lys, le **10 MARS 2023**
Pour le maire et par délégation
Victor GUERARD

